



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



agence nationale
de la cohésion
des territoires

Informations générales

Email de contact : vincent.loubet@essonne.gouv.fr

Date de signature du CRTE : 16 février 2022

Nature juridique de la structure porteuse : Communauté d'Agglomération

Nom de la structure porteuse : CA Etampois Sud Essonne, CC du Dourdannais en Hurepoix, CC entre Juine et Renarde

Si protocole de préfiguration : date de signature : 2021-08-12

Signataires

Nature des signataires du CRTE :

- nom : CA Etampois Sud Essonne, SIREN : 200017846, nature : CA
- nom : CC le Dourdannais en Hurepoix (CCDH), SIREN : 249100595, nature : CC
- nom : CC Entre Juine et Renarde (CCEJR), SIREN : 249100553, nature : CC

Stratégie

Nature des documents stratégiques et plans-programmes préexistants :

- PCAET
- Projet alimentaire territorial

Liste des contrats figurant dans le CRTE :

- Contrat de ville
- Contrat local de Santé
- Convention globale CAF
- ORT
- Convention ANRU
- OPAH

Liste des programmes de l'ANCT intégrés :

- Action cœur de ville
- Petites villes de demain



- France services
- Programme réussite éducative
- Conseillers numériques France services

Liste des orientations stratégiques, axes, ambitions, volets, objectifs... :

- Viser l'excellence écologie que énergétique
- Développer les mobilités transversales et douces
- Mettre en place une stratégie de développement économique durable
- Amplifier la cohésion sociale et territoriale

Réalisation d'un diagnostic initial du territoire : Oui

Mise à jour du projet de territoire avec l'élaboration du CRTE : Non

Plan d'action

Domaines d'action publique couverts :

- Circuits courts agricoles
- Pratique agricole durable, agro-écologie
- Restauration et alimentation durable
- Espaces publics, espaces verts
- Extension urbaine maîtrisée
- Opération de requalification (friches...)
- Connaissance et protection de la biodiversité et milieux naturels
- Economie sociale et solidaire
- Emploi et Insertion
- Tourisme durable
- Economie, production et consommation durable
- Commerce, artisanat de proximité
- Efficacité énergétique
- Production d'énergies renouvelables
- Réseaux verts et intelligents
- Organisation des déplacements
- Véhicules électriques, hybrides, GNV, bornes de recharge...
- Transports en commun
- Culture et patrimoine
- Sport
- Formation professionnelle
- Santé et soins

- Usages et inclusion numériques
- Tiers Lieux

Nombre de fiches action (opération prête à démarrer) : 46

Nombre de fiches projet (opération à travailler) : 74

Gouvernance et évaluation

composition du COPIL :

Liste des instances de partenariat mobilisées ou créées :

- Conférence des maires

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du COPIL : None

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du comité technique : None

Liste des partenaires socio-économiques :

Démarches de co-construction du CRTE : None

Existence d'un volet de coopération interterritoriale (dont volet transfrontalier) : Oui

Domaines d'action publique de la coopération interterritoriale : None

Définition d'indicateurs de suivi des objectifs opérationnels du CRTE : Oui

État des lieux écologique renseigné à l'aune des 13 indicateurs du socle national : Oui

Recours à la grille d'analyse ex-ante des actions :

Ingénierie et financement

Recrutement d'un chef de projet / chargé de mission dédié : Non

Recrutement d'un volontaire territorial en administration : Non

Mobilisation de l'ingénierie locale : None

Mobilisation d'une ingénierie externe :

- ADEME
- Banque des territoires

Existence d'une maquette financière annexée (ou d'un état récapitulatif des différents financements) au jour de la signature du contrat : Non

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses de fonctionnement : 0,1€

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses d'investissement : 0,1€

Montant total en euros des engagements financiers des collectivités locales et leurs établissements publics : 0,1€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs Plan de relance : 0,1€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs hors plan de relance : 0,1€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements européens : 0,1€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements privés : 0,1€

Montant en euros des engagements financiers de la Banque des territoires : 0,1 €